



Déclaration

Halte à la répression des Amazighs

Depuis quelques années, les Etats en place en Afrique du nord multiplient les répressions et les discriminations qui visent les Amazighs.

Tout en prenant des décisions de pseudo-reconnaissance de la langue amazighe qui est introduite dans la constitution comme étant langue nationale et officielle aussi bien par la monarchie marocaine et l'Etat algérien, ces deux Etats s'attaquent aux libertés les plus élémentaires des Amazighs et répriment parfois avec barbarie dans les milieux amazighs.

Ainsi, avons-nous assisté en 2014-2015 à une véritable barbarie qui s'est abattue sur la communauté amazighe du Mzab avec la complicité des forces de police algérienne. Des membres de cette communauté, notamment des militants du mouvement amazigh, ont été arbitrairement arrêtés et condamnés à des peines de prison. Si certains ont purgé leurs peines d'autres croupissent encore dans les prisons algériennes.

En Kabylie, depuis plus d'une décennie, la répression a pris une autre forme. Des intimidations, des atteintes à la liberté de circulation de militants, notamment ceux favorables à l'indépendance de la Kabylie, se multiplient. Des militants ont été arbitrairement arrêtés et condamnés pour leurs convictions religieuses et pour avoir exprimé des opinions qui ne sont pas du goût des autorités algériennes. C'est le cas par exemple de Slimane Bouhaf, un kabyle de confession chrétienne, qui a été condamné en septembre 2016 à trois ans de prison ferme pour « outrage à la religion d'Etat » suite à la publication sur son compte *Facebook* des propos visant l'islam.

Encore récemment, le 14 juillet 2018, Salim Yezza, un militant amazigh des Aurès, s'est vu arrêté à l'aéroport de Biskra, dans les Aurès, alors qu'il s'apprêtait à rentrer en France après avoir assisté aux obsèques de son père. Malgré la défense et la solidarité dont il avait bénéficié, il a écopé d'un an de prison avec sursis et d'une amende. Son « tord » était d'avoir exprimé sa solidarité avec les Mozabites en 2014. Avant lui, le blogueur kabyle Merzouk Touati avait été arrêté le 25 janvier 2018 pour avoir publié sur son blog une vidéo dans laquelle il avait interviewé un diplomate israélien. Accusé d'intelligence avec l'ennemi, il a été condamné le 24 mai 2018 à dix ans de prison ferme par le tribunal algérien de Bgayet.

Les autorités de la monarchie marocaine ne sont pas en reste et ont brillé ces dernières années, tout comme leur voisin algérien, par la répression des Amazighs.

En réponse à la mobilisation pacifique des villages de la région d'Imider qui ont entamé en août 2011 un sit-in ouvert sur le Mont Alebban où les populations des sept villages d'Imider ont dressé leurs tentes et occupent les lieux en permanence pour dénoncer la spoliation dont ils sont victimes, les autorités marocaines ont usé de répression. N'ayant pas vu leurs tentatives de corruption aboutir, les autorités de la monarchie marocaine ont très vite usé de violence et se sont attaqués aux animateurs de cette mobilisation en les arrêtant et condamnant arbitrairement. La mobilisation n'a pas fléchi puisque le mont Alebban est toujours occupé par les populations des villages, mais des militants croupissent toujours dans les prisons marocaines.

AZAR

Plazoleta Alvarado y Saz, n° 4
35011 Las Palmas de Gran-Canaria
+34.928026756 / info@azartaknara.org
www.azartaknara.org

Tamazgha

47, rue Bénard - 75014 Paris
+33.6.52.10.15.63. / tamazgha.parais@gmail.com
www.tamazgha.fr

Le 28 octobre 2016 la monarchie marocaine s'est illustrée par un acte des plus barbares : un marchand de poisson rifain a été broyé par une benne à ordures sur ordre d'un officier de police à Biya (Al-Housayma). Cet acte a suscité l'émoi et la colère de toute la région qui s'est mobilisée pour dénoncer cet abus de pouvoir et ce comportement colonial de la monarchie marocaine. De gigantesques manifestations ont eu lieu à Biya mais aussi à travers d'autres villes du Rif, et un mouvement s'est constitué. N'ayant pas réussi à étouffer le mouvement et à corrompre les animateurs et organisateurs des manifestations, les forces policières marocaines ont très vite versé dans la violence et la provocation ayant même fait un mort et plusieurs blessés. Suivent des arrestations arbitraires et des condamnations avec plusieurs années de prison ferme. Les principaux dirigeants du mouvement rifain ont été arrêtés et condamnés et croupissent toujours dans les prisons marocaines.

Ces exemples de répression et d'arbitraire dévoilent la réalité des Etats en place en Afrique du nord qui sont de nature anti-amazighe. Les initiatives législatives qu'ils prennent en faveur des langue et culture amazighes ne sont que de la poudre aux yeux et une façon de tromper l'opinion locale et internationale. Le projet de ces Etats, foncièrement arabo-musulmans, demeure l'éradication de l'Amazighité qui commence par la réduction au silence, par tous les moyens, de toutes expressions indépendantes, notamment celles qui remettent en cause l'ordre établi.

Cette attitude de ces deux Etats est inacceptable et doit cesser. La communauté internationale, et à sa tête la France, qui soutient ces deux Etats en Afrique du nord devra avoir honte et songer à revoir sa politique africaine.

Par ailleurs, et dans le cas de la partie insulaire de Tamazgha (Taknara), il n'est pas inutile de rappeler qu'à partir du XIV^e siècle, les Européens et notamment la Couronne de Castille, plus tard l'Espagne, pratiquèrent à Taknara (îles Canaries) un génocide basé sur la guerre, l'esclavage, la déportation massive ainsi qu'une émigration et une répression planifiées exercées dans les domaines économique, militaire et religieux. À l'heure actuelle, la monarchie espagnole conserve son statut colonial dans le cadre d'une politique migratoire brutale, caractérisée par un taux de chômage élevé, un contrôle économique et financier, des ressources halieutiques et des minéraux sous-marins stratégiques, la perte de secteurs économiques de subsistance de base. Tout cela accompagné d'une politique d'acculturation conduisant inéluctablement à la perte de l'identité canarienne.

Les organisations *Azar* et *Tamazgha* dénoncent l'Etat algérien et la monarchie marocaine qui font subir l'arbitraire et la répression à des militants amazighs et qui portent atteinte aux droits les plus élémentaires des citoyens. Elle dénoncent également la politique coloniale de la monarchie espagnole à Taknara.

Azar et *Tamazgha* font appel aux organisations de droit de l'Homme afin d'agir auprès des Etats algérien et marocain qui doivent cesser leurs violations des conventions et pactes internationaux qu'ils ont pourtant signés et afin qu'ils libèrent sans condition l'ensemble des détenus d'opinion arbitrairement condamnés et incarcérés.

Enfin, *Azar* et *Tamazgha* assurent de leur soutien l'ensemble des victimes des régimes en place en Afrique du nord et continuera à dénoncer les abus de ces Etats néocoloniaux. Elles seront toujours aux côtés de celles et de ceux qui luttent en faveur de l'Amazighité en Afrique du nord.

Nous appelons l'ensemble des Amazighs aussi bien sur le continent que dans l'Archipel canarien qui se battent pour leur dignité et pour la libération de leurs territoires à unir leurs forces et agir intelligemment afin de mettre fin à une injustice de plusieurs siècles qui n'a que trop duré.

Azar & Tamazgha,
Las Palmas de Gran Canaria, 28 de agosto de 2018.